



## Une francophonie politique d'abord

**L**a francophonie devient de plus en plus politique et le refus du Québec de participer à ce jeu au sommet de la fin de semaine à l'île Maurice, lui coûte progressivement son influence dans une organisation internationale en croissance constante.

Le sommet des 47 pays « ayant le français en partage », pour utiliser la nouvelle définition d'un ensemble francophone qui permet d'inclure des nations aussi diverses que la Bulgarie (admise) ou l'Arménie (candidate), a effectivement amorcé la transmission des pouvoirs de l'ACCT (Agence de coopération culturelle et technique) à un Conseil permanent de la francophonie.

Bien sûr, les participants ont respecté les formes diplomatiques. Un comité de sages réfléchira patiemment sur la question pendant que l'agence dirigée par le Canadien Jean-Louis Roy se retrouve sans budget. Le président garde cependant son poste, une fonction aux responsabilités décroissantes.

Le contexte politique ne permettait pas au Québec de monter une défense active dans le dossier. De toute manière, il avait tort de refuser cette politique expansionniste.

La politique du gouvernement Bourassa étant de provincialiser, voire de gommer la question nationale, tandis que le gouvernement de Kim Campbell vogue vers la porte de sortie, la France a donc orienté la rencontre à sa guise.

La francophonie doit dépasser le stade des échanges commerciaux, techniques ou académiques, pour se tailler une place de premier choix sur l'échiquier international. Dans un monde en décomposition depuis la chute du bloc soviétique, les pays cherchent à construire de nouveaux groupes d'intérêts.

La résolution sur l'exception culturelle dans le cadre des négociations du GATT témoigne de l'étendue nouvelle des mandats que se donne la francophonie. Les interventions sur Haïti, les pressions mêmes timides sur le dictateur zairois Mobutu, s'inscrivent dans cette poussée politique.

Un interlocuteur francophone valable naît sous nos yeux, mais malheureusement hors de la zone d'influence québécoise. Une réflexion s'impose en haut lieu!

RAYMOND GIROUX